

Retour de flamme

La guerre mondiale contre le terrorisme délivrée par les Etats-Unis depuis 2001 a causé la mort de 1,3 million de personnes^(*). Ce chiffre est «une estimation faible» et ne tient pas compte d'autres pays en conflit (le Yémen, la Somalie, la Libye, la Syrie, ou encore l'Irak).

La Syrie comptabilise, à elle seule, environ 400 000 morts, autour de 15 millions de réfugiés, déplacés et exilés (dont une main-d'œuvre hautement qualifiée), 1,5 million de blessés et handicapés divers. Avec un territoire aux 2/3 en ruine, elle enregistre des dégâts directs estimés à 1 300 milliards USD auxquels s'ajoutent les dégâts collatéraux comme les sanctions, blocus et embargos.

Au-delà des dégâts matériels et humains qu'elles ont générés, elles ont plongé le monde dans des lendemains incertains.

Le Président Donald Trump le dit sans retenue le 24 juillet dernier : le programme américain d'aide aux groupes terroristes syriens est «énorme, dangereux et inefficace».

Ce revirement fait suite à l'adresse par Interpol, le 27 mai, à toutes les polices européennes, d'une première liste de 173 membres de Daesh, établie par les services de renseignement américains. Un chiffre très loin de la réalité.

Selon le *Guardian*, qui révèle l'information, les Etats-Unis pensent avoir identifié des djihadistes, venus d'Europe, puis formés par l'organisation afin de commettre des attentats-suicides dans leur pays d'origine.

L'Union européenne se prépare ainsi à un retour de flamme qui ne surprend personne. Elle soutient faire face à «une menace d'un niveau inégalé et d'un type inédit» consti-

tuée par le retour de 5 000 jeunes Européens «combattants étrangers» partis faire le djihad en Syrie et en Irak. Ils viennent s'ajouter «à un réservoir, difficile à quantifier, de personnes qui ne partent pas à l'étranger, qui se radicalisent et qui restent en Europe».

Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, s'applique à dégager les voies et moyens idoines pour une lutte efficace contre «le nouveau terrorisme»^(**).

Il fixe à l'Union européenne trois directions d'efforts, définies par les chefs d'Etat et de gouvernement après les attaques qui ont frappé Paris en janvier 2015 :

- l'aspect répressif (sécurité, justice, frontières, financement du terrorisme) ;

- l'aspect préventif, avec un accent mis sur la prévention de la radicalisation, ainsi que la mobilisation de la panoplie offerte par les politiques en matière d'éducation, de culture, de jeunesse, etc. ;

- les aspects extérieurs, avec pour priorité : l'assistance aux pays du voisinage méridional de l'Union.

L'Europe œuvre aujourd'hui à mettre en place une politique, des règles et des institutions communes à la hauteur des nouvelles menaces. Pour y parvenir, elle doit aller au-delà du traité de Lisbonne qui consacre le renforcement des compétences de l'Union dans certains domaines de la sphère dite «Justice Affaires Intérieures», y compris la sécurité intérieure, tout en précisant que la «sécurité nationale» – c'est-à-dire le renseignement – demeure de la seule responsabilité des Etats membres. «L'après-Lisbonne» est déjà une réalité, comme en témoigne l'adoption d'instruments tels que le «Terrorist Financing Tracking Programme» mis sur pied par les Etats-Unis et auquel contribue l'Union européenne ou

encore la directive européenne «Passenger Name Record» (PNR), «qui revêtent à certains égards une dimension de renseignement».

Cela ne semble pas suffisant aux yeux de Gilles de Kerchove qui insiste sur «la collecte et le partage d'analyses et d'informations» : «Le potentiel d'Europol peut davantage être exploité. L'agence a prouvé son utilité, par exemple avec la task-force "Fraternité" mise en œuvre après les attentats de Paris, et a monté en puissance dans le domaine du contre-terrorisme avec notamment la création du Centre européen pour le contre-terrorisme ou d'équipes de liaisons conjointes pour la conduite d'enquêtes ; ainsi que de l'"European Union Internet Referral Unit" (IRU) chargée de traquer les contenus terroristes ou d'extrémisme violent, de les signaler aux entreprises et de soutenir les enquêtes ; le TFTP que peut utiliser Europol fournit quant à lui un nombre important de "leads".»

Cela n'est pas suffisant : «Je suis le premier à dire qu'une approche purement répressive serait contre-productive», avoue Gilles de Kerchove.

Au-delà du volet répressif, avec ce qu'il comporte comme dimension de renseignement, la lutte contre le nouveau terrorisme commande «d'investir massivement dans la prévention» : «Beaucoup peut être fait pour soutenir le travail des acteurs de première ligne (travailleurs sociaux, professeurs, société civile, associations de quartier), les réseaux tels que le "Radicalisation Awareness Network" (RAN), les politiques d'éducation, de sport, de jeunesse, le développement d'un programme d'échanges virtuels avec les pays du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient, que la Commission va lancer prochainement».

Il reste enfin à dessiner «une politique cohérente de l'Union européen-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

ne en matière de «returnees», afin de ne pas réitérer l'erreur commise à l'époque de la guerre en Afghanistan».

Les nouveaux programmes de réhabilitation qui sont envisagés partent d'une réflexion sur «des alternatives à la prison» car «ce serait en effet une erreur de traduire en justice tous ceux qui reviennent, car la prison est un incubateur majeur de radicalisation (nous serons d'autre part confrontés à la problématique du manque de preuves pour certains). Il faut au contraire essayer de différencier les cas de figure, d'apprécier la dangerosité de chacun et de trouver une solution adaptée».

A. B.

(*) *Body Count : Casualty Figures After 10 Years of the War on Terror* Organizations International Association of Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW, 1985 Nobel Peace Prize), Physicians for Social Responsibility and Physicians for Global Survival.

(**) Gilles de Kerchove, *Comment lutter contre le nouveau terrorisme ?* in *Questions d'Europe*, n°438 du 28 juin 2017, www.robert-schuman.eu

Le Soir sur Internet :

http://www.lesoirdalgerie.com

E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

Du «Tet'rach» comme seul programme !

Haddad sort enfin de son silence. Soulagement du côté du...

... silence !

Oui ! De cette expression bien de chez nous «Ittarech, bark! ». Il éclabousse ! Il gicle. Il agite le bocal, mais ne fait rien de concret, gesticule seulement. C'est cette impression qui se dégage fortement de la gestion actuelle. Notamment sur la question des importations. Un coup, c'est une note transmise aux banques. Un autre coup, on se rend compte que la note est confuse. Alors, on transmet une autre note prétendument explicative. Ça ne suffit visiblement pas à clamer le b... aux douanes, aux ports et aux aéroports, sans oublier les banques domiciliataires, alors on rédige vite fait une note additive à la note explicative de la... note d'origine ! Du Tet'rach, comme seul programme. Du giclage pour habiller le vice sidéral dans lequel se meut un pays tout entier, capsule désarrimée, ayant perdu ses satellites et dérivant au gré des marées astrales, des étoiles filantes qui la frôlent, des planètes qui l'évitent, et des nœuds d'astéroïdes qui lui rentrent dans le chou ! Déjà, au départ, fallait se méfier. Et vous ne pourrez pas dire que je ne vous

avais pas prévenus (voilà que je joue au gourou, maintenant). Lorsque ce régime avait annoncé, il y a quelques années, la primauté de l'ordonnance sur le programme et son déroulé, fallait allumer les warnings. Un pays malade gouverné par ordonnances, y a un problème ! La solidarité entre exécutifs, la matrice de toute gouvernance cohérente, a sauté depuis belle lurette. Un exemple pour s'en convaincre. Deux gouvernements d'une même république, sous la conduite d'un même Président, nous ont expliqué avec les mêmes arguments – ou presque – la chose... et son contraire ! Les usines de montage, c'est top ! C'est cela qui va sauver notre économie moribonde, créer de l'emploi et relancer le tissu local de la sous-traitance. V.S : les usines de montage, c'est beurk ! C'est cela qui va faire plonger notre économie encore plus profond, ne rien créer en termes de postes de travail réels et n'influencer en walou les réseaux locaux de sous-traitance déjà insignifiants. Deux gouvernements censés travailler à l'ombre du même drapeau, sous le même portrait de Président, et dans le cadre d'un programme de relance économique unique décrit depuis 1999 comme le plus cohérent qu'il soit ! Dit de manière moins emphatique : Tet'rach ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

